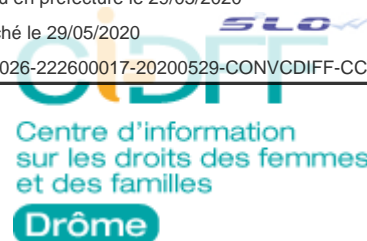




LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 29/05/2020
Reçu en préfecture le 29/05/2020
Affiché le 29/05/2020
ID : 026-222600017-20200529-CONVCDIFF-CC



PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

Année 2020

Convention relative à l'action :

« Réseau d'accueil citoyen et d'accompagnement de femmes et enfants en danger »

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020 ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

Le **CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES de la Drôme (CIDFF Drôme)**, 36 B Rue Biberach, 26000 VALENCE, représenté par sa Présidente, dûment habilitée par son conseil d'administration, ci-après dénommé « l'Association »

d'autre part,

PREAMBULE

Le CIDFF se donne pour objet de favoriser l'autonomie des femmes, de faire évoluer leur place dans la société et de contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes. A cette fin, il œuvre pour :

- L'information des femmes et les familles sur leurs droits, dans une approche globale,
- L'accès au droit du public en général et des femmes en particulier,
- La promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes par ses actions de terrain, notamment au sein des dispositifs tels que les contrats de pays et les contrats d'agglomération ainsi que ceux liés à la politique de la ville, à l'accès au droit et à l'accès à l'emploi,
- La lutte contre toutes formes de violences faites aux femmes,
- L'accompagnement des personnes en situation de prostitution, des victimes de traite des êtres humains, des femmes victimes de violences ou des personnes en difficulté.

« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques » Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant l'action « Réseau d'accueil citoyen et d'accompagnement de femmes et enfants en danger ».

Article 2 : Obligations de l'Association

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, l'Association mènera l'action suivante : « Réseau d'accueil citoyen et d'accompagnement de femmes et enfants en danger ».

Cette action a pour principal objectif d'apporter une solution complémentaire aux dispositifs existants en matière de mise à l'abri de femmes et/ou enfants victimes de violences, par une mise à l'abri immédiate, un accompagnement global, spécifique à ce public vulnérable et en situation de danger, et un soutien des travailleurs médico-sociaux confrontés à ces situations.

Cette action consiste plus précisément à la mise en place d'un **réseau de familles d'accueil bénévoles** ayant pour vocation l'accueil et l'hébergement en urgence de femmes en situation de violences conjugales ou intrafamiliales, avec ou sans enfant, permettant une mise à l'abri rapide dans un temps limité et avec un accompagnement spécifique. Les familles d'accueil bénéficient d'un suivi par un professionnel dédié.

Cette action se décline de la manière suivante :

- L'association assure la **Formation** des familles d'accueil : elles seront formées et en capacité d'accueillir, rassurer, accompagner la femme et les enfants avec une attention particulière pendant les premières heures durant lesquelles, la femme peut être tentée de renoncer ou risque de s'effondrer.
- L'association veille à des **Conditions d'accueil adaptées** : les familles d'accueil seront prêtes à recevoir les femmes et les enfants, tant sur un plan matériel que moral. La prise en charge des enfants fera l'objet d'un accompagnement particulier.
- L'association assure l'**Animation, la Coordination et le Soutien des familles d'accueil**. A cette fin, elle s'engage à affecter un(e) professionnel(le) dédié(e) à ce dispositif. Une **supervision** sera également assurée par une psychologue.
- L'association veillera à l'**Accompagnement des femmes accueillies** pour favoriser un élan de reconstruction et d'autonomie. L'association sera en charge de réaliser toutes les premières démarches : accompagnement au dépôt de plainte, ouverture de droits, démarches administratives... L'association s'appuiera notamment sur l'expertise du CIDFF et sur ses dispositifs existants (Accueil de jour, Protection téléphone grave danger, appartements relais...).
- L'association assurera par ailleurs l'**Accompagnement des travailleurs médico-sociaux** en charge des familles accueillies ou pressenties : échanges, évocation de situations, pertinence d'entrée dans le dispositif, conseil...

Le professionnel dédié sera l'interlocuteur unique des familles d'accueil et des travailleurs sociaux. Tout au long de l'action, il devra se coordonner avec l'adjoint logement du pôle logement référent.

L'année 2020 sera consacrée à la poursuite de l'action, avec les objectifs suivants :

- Mise en place des modalités d'animation du dispositif, de saisine et de mise à disposition des travailleurs sociaux (mail, information de l'adjoint logement, contacts téléphoniques, permanences et formes de réponses face à l'urgence des situations...) ;
- Prise en charge de 8 femmes et leurs enfants, minimum.
- Création du réseau de familles d'accueil, par le recrutement de 5 familles accueillantes.

L'action sera étendue sur l'ensemble du Département de la Drôme.

L'Association s'engage à affecter un personnel qualifié ou expert à la condition nécessaire à la bonne conduite de l'action mises en œuvre.

L'Association devra faire apparaître l'intervention du Département dans toute action de communication relative aux actions. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « *avec la participation du Département* ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

Article 3 : Obligation du Département

Pour l'exercice budgétaire 2020, le Département s'engage à verser au compte de l'Association la somme maximale de **20 000 €** en compensation de l'intégralité de l'action.

Ce paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat-FULH, en trois fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

Article 4 : Évaluation

L'Adjoint logement du Pôle logement référent est garant du suivi de l'exécution de la présente convention. Il est susceptible de demander à l'association de produire à tout moment les éléments nécessaires au contrôle de l'action. En cas de difficultés, il en réfère à sa hiérarchie.

L'Association s'engage à alerter l'adjoint logement du Pôle logement référent dès qu'elle prévoit ou constate l'apparition d'événements risquant de compromettre la bonne marche de l'action.

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

habitat@ladrome.fr et logement-bourgdepeage@ladrome.fr

- **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet 2020**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec l'adjoint logement concerné.
- **Documents bilan** à remettre après la fin de l'action et **au plus tard le 31 janvier 2021** qui devra comprendre :
 - Les modalités de fonctionnement de l'action (saisine, horaires de permanences, localisation, moyens humains et matériels mis à disposition, etc.),
 - Nombre de familles d'accueil ayant intégré le réseau,
 - Nombre de personnes accueillies en famille d'accueil,
 - Analyse qualitative des prises en charges :
 - ⇒ Provenance des familles accueillies, ressources, origine géographique,...
 - ⇒ Modalités d'interventions et durée des hébergements...
 - ⇒ Situations des victimes à l'issue de l'hébergement en famille d'accueil : solutions trouvées en terme de prise en charge médicale, juridique, d'hébergement ou de logement, mise en œuvre des droits sociaux ...
 - Une analyse de la progression de l'action par rapport aux objectifs définis.
- **Documents bilan comptable** à remettre au **plus tard le 30 juin 2021** :
 - Un **résultat analytique des charges et des produits pour chacune de ces actions**,
 - Le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGPD (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

Article 7 : Révision - Résiliation - Litige

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.

Envoyé en préfecture le 29/05/2020

Reçu en préfecture le 29/05/2020

Affiché le 29/05/2020



ID : 026-222600017-20200529-CONVCDIFF-CC